

## Tsunami sur la droite : l'affaire Clearstream<sup>1</sup>

***La France connaît une des pires crises politiques de son histoire. L'affaire Clearstream souffle en tempête sur la droite française. Sarkozy, au courant depuis deux ans, a attendu son heure pour déstabiliser et abattre ses adversaires, eux-mêmes peu regardants sur les moyens. Où est la morale politique dans tout cela ?***

Clearstream. Littéralement, on pourrait traduire par « courant (ou torrent) limpide ». Amusant en l'occurrence. Mais c'est un véritable tsunami qui suffoque la droite française et personne ne sait quand elle se calmera, ni combien elle fera de victimes. C'est toute la République et ses institutions qui sont ébranlées dans leurs fondements.

D'ores et déjà, une chose, au moins, est sûre dans cette invraisemblable et ténébreuse affaire à tiroirs. Le règne de Chirac s'achèvera dans le scandale et le pourrissement. Certes, on n'a pas physiquement sorti les couteaux, ni les fioles vénéneuses. Mais le sang et le poison mis à part, la France en ce moment offre quelques ressemblances avec la Rome des Borgia ou la Florence de Machiavel.

Au fur et à mesure que ses rivaux s'enfoncent dans d'insondables difficultés - encore que les sondages donnent clairement la mesure de leur déchéance - le meilleur calculateur de la république princière savoure, enrobe d'acide ses déclarations froidement assénées comme autant de flèches empoisonnées. Nicolas Sarkozy, à court terme, apparaît, il est vrai, en position de force, bien décidé à endosser les habits de l'homme du recours, aux yeux d'une droite en pleine débandade. L'agité d'hier a bien appris. Il tente désormais de la jouer façon « force tranquille ». Mais si le ton a changé, si le rictus est moins crispé, le discours, lui, reste le même.

D'abord rassembler les troupes autour de lui. Une gageure ? Le pouvoir a pris claques sur claques. Sans remonter à Mathusalem, il y a eu, en un an, le « non » au Traité constitutionnel, la crise des banlieues, la pantalonnade du porte-avions Clemenceau, la révolte victorieuse des jeunes et des syndicats contre le contrat première embauche... Mais voici la cerise sur le gâteau. Enfin, quand un dit une cerise... Voici tout un verger lourdement chargé de fruits dont on ne voit pas au bout du compte qui profitera de la récolte. Mais assurément pas le citoyen français, quotidiennement convié à assister au plus rocambolesque des règlements de compte. Et qui ne doit y comprendre goutte.

### **Parti ou pas ?**

Sauf une chose. C'est que cette bataille d'hommes contre hommes ne dissimule pas l'exacerbation d'ambitions personnelles qui n'ont pas grand-chose à voir avec les intérêts de la France et des Français. Et c'est tout l'exécutif qui implose, les élus qui le soutiennent qui paniquent ; et les « conseillers » qui élaborent des manœuvres ruées – ou perfides – pour tenter de sauver la mise à leur suzerain ou mettre leur champion à l'abri des coups.

Plusieurs élus ou responsables de l'UMP proches de M. Sarkozy ont conseillé à Sarkozy de quitter le gouvernement de Dominique de Villepin, son (ex) rival pour la présidentielle de 2007. Evoquant, dans le climat de détestation actuel, « l'impossibilité de travailler » avec le Premier ministre et, surtout, « le risque pour le candidat à l'élection présidentielle » que « les électeurs mettent tout le monde dans le même sac. » Les mêmes, pourtant, évoquaient avec ravissement, quelques jours auparavant, l'arrivée de leur leader à Matignon. Les sarkozistes s'étaient relayé pour « mettre à poil » M. de Villepin et introniser « le meilleur espoir de la France » puisque « quand il y a une crise, il faut pouvoir changer de

---

<sup>1</sup> Analyse parue dans le N° 269 du *Journal du mardi*, 23 mai 2006.

*gouvernement.* » Mais, devant l'avalanche des révélations et des questions troublantes sur le rôle des uns et des autres, cette ascension s'apparenterait désormais à la montée au Golgotha. Du moins à court terme.

## Sarko en majesté

A l'UMP, on a le moral dans les talons. Elus et militants ne voient pas comment sortir politiquement de cette énorme manipulation au sommet de l'Etat. Certains se sont même permis quelques critiques vis-à-vis du chef. Comme ce député de Seine-Saint-Denis qui « *comprend que Nicolas Sarkozy soit blessé par le complot contre lui. Mais on ne peut mettre à bas les institutions.* » Comme Mac-Mahon, Sarko a donc clamé « *J'y suis, j'y reste* ». Aujourd'hui dans son ministère de l'Intérieur qui ressemble de plus en plus à une forteresse d'où il entend bien diriger la manœuvre. Prétendant, seul, « *incarner l'avenir dans sa famille politique* », il entend « *simplement (sic), être celui qui aura l'honneur d'incarner la rupture pour construire une nouvelle espérance pour la France.* » Et il a un tantinet piétiné l'adversaire à terre qui « *ignore la moralité publique* » et « *abaisse l'Etat.* »

Bref, il restera quelques temps encore place Beauvau pour y affiner sa stratégie de conquête de la magistrature suprême. Mais le jeu est risqué. A droite, les uns et les autres dénoncent la dictature de la calomnie. Les mêmes dispensent les rumeurs avec une belle hypocrisie. Pas un jour qui passe sans coups tordus. Il est de bon ton d'exiger, la main sur le cœur, que la justice fasse son travail dans la sérénité. Mais dans le même temps, les bureaux des journalistes voient s'amasser des «révélations» plus ou moins convaincantes et des pièces à conviction tout droit sorties de l'instruction. A peine auditionnée par les juges, la victime Sarkozy a rendu publics dans le *Figaro* des extraits de sa déposition, tout en affirmant n'avoir « *jamais été informé de l'enquête.* » Aussitôt, un éditorialiste du même quotidien a démenti dans le *Point* les propos de M. Sarkozy et dit l'avoir prévenu à la demande du général Rondot, cet ancien barbouze. Celui-là même dont les dépositions devant les juges chargés de l'enquête et les notes manuscrites ont été distillées dans le *Monde*. Avant que « super-espion » ne se cabre, déclare ne plus vouloir se présenter aux juges, prétende que ses dires et ses notes ont été manipulés, que M. de Villepin est « *de bonne foi* » et M. Sarkozy « *une victime* ». Mais attention, pas « *la victime de calomnies* » que le ministre de l'Intérieur prétend être. Les vrais méchants ? Jean-Louis Gergorin, le corbeau présumé, et Imad Laoud, l'informaticien qui a eu accès aux fameux listings, les grands manipulateurs dont on ne voit plus très bien qui ils visaient. (voir encadré « Petit rappel des faits »). Venu du « plus haut niveau », l'ordre est désormais de « verrouiller ». Une enquête a été ouverte pour violation du secret de l'instruction et c'est bien la presse qui est visée. Une proposition de loi pourrait tenter de mettre les médias au pas au nom du « renforcement de la présomption d'innocence en matière de communication judiciaire. » La DGSE (Direction générale de la sécurité extérieure, service d'espionnage de la France à l'étranger), supposée avoir « utilisé » Imad Lahoud, s'est mise à couvert en soulignant son « absence totale de crédibilité ». Là-dessus, l'homme s'est payé une dépression. Et le « secret-défense » va être ressorti pour soustraire des pièces à la justice...

## Qui manipule qui ?

Si le grand déballage se fait en public, la guerre se mène donc en circuit fermé. Et si, effectivement, le grand public doit déclarer forfait, les questions restent. Qui manipule la justice dans cette affaire de lettres anonymes et de faux listings ? Qui instrumentalise les médias en leur livrant les pièces couvertes par le secret de l'instruction ? Nicolas Sarkozy est-il convaincant quand il se pose en victime de ce jeu de rôle et prétend se parer seul des habits de la France, tout en attirant sous sa bannière les électeurs de la droite la plus extrême et en leur donnant des gages ? Donc, il prend son temps. Attend de voir comment cette abracadabrantesque affaire va tourner. Et manœuvre, prépare l'après-Villepin. Au sein de l'UMP, il a fait le ménage pour s'en servir comme d'une machine électorale. Et rien ne dit qu'il a

définitivement renoncé à Matignon. Mais à plusieurs conditions. D'abord que le Premier ministre tombe comme un fruit blet. Ensuite, que mouillé jusqu'au cou, ou craignant de l'être, Jacques Chirac ne se voit obligé de passer sous les fourches caudines. De jouer les potiches à l'Elysée et de lui laisser, en quelque sorte, les pleins pouvoirs après avoir adoubé son meilleur ennemi pour conduire le gouvernement et, demain, la France. Comme l'a abondamment fait savoir son factotum, Patrick Devedjian, l'homme de la « rupture » (avec les acquis sociaux et démocratiques) à droite « *devra avoir une forte liberté d'action et de moyens. Nicolas Sarkozy devra mettre en œuvre son propre projet, en anticipant la rupture qu'il propose pour 2007.* » Bref, bénéficiaire d'un trampoline pour le projeter vers les étoiles.

### « **Vraie-fausse victime** »

C'est un scénario, rien de plus. Mais pas le plus probable. Par exemple si l'analyse, rappelée par le socialiste Arnaud Montebourg, devait se fortifier dans les prochaines semaines : « *Sarkozy n'est pas une victime, il est l'auteur de la mise en scène d'une machination contre lui. Il est en quelque sorte l'organisateur en chef de sa victimisation, en instrumentalisant les institutions et la justice.* » D'ailleurs, pourquoi M. Sarkozy, au courant du « grand complot » depuis deux ans, a-t-il attendu si longtemps – en vérité, la mise hors jeu du couple Chirac-Villepin – pour jouer ses atouts, sinon à des fins de déstabilisation ? Il y a là de quoi entretenir un peu plus les doutes d'une opinion ébahie. En déposant une motion de censure au Parlement au nom du Parti socialiste, François Hollande a frappé sur le clou : « *Nicolas Sarkozy, vraie-fausse victime, a choisi de rester au gouvernement pour ses seuls intérêts, user de sa fonction ministérielle à des fins de propagande (comme sur l'immigration ou la délinquance, ndr) et faire campagne aux frais de l'Etat et du contribuable.* » Alors, à quand l'heure du choix ? « *On en reparlera dans six semaines* » déclarent ses conseillers. Le temps de voir si les choses se tassent. Sinon, il tirera sa révérence, précipitant la chute du gouvernement – demandée par les communistes et certains élus socialistes – et rendant le pays encore un peu plus ingouvernable... Là, se profilerait la perspective d'élections anticipées.

Quoi qu'il en soit, la France traverse une des pires crises politiques de son histoire contemporaine. L'utilisation des institutions pour satisfaire des ambitions dénote un mépris de la morale politique dangereux pour la démocratie. On voit mal comment la droite pourra se défaire du poids du désastre. Ses comportements font le lit de la démagogie populiste. Le Pen se purlèche les babines. Le sociologue Emmanuel Todd prophétise que « *si ça continue trop longtemps, la droite ne sera pas au deuxième tour de la prochaine présidentielle* », tout en condamnant un emballement politico-médiatique au détriment des problèmes du pays. Mais tel est le jeu qu'a froidement choisi de jouer Sarkozy, toujours aussi décidé à faire dans la surenchère sécuritaire. La gauche doit maintenant clarifier les réponses – aujourd'hui bien incertaines – sur la manière dont elle se prépare à prendre la relève en 2007. Quelle politique ? Quels contenus pour ne pas décevoir une fois de plus ? Le temps passe très vite...

### **Petit rappel des faits**

2001. L'écrivain et journaliste Denis Robert publie *Révélation*, ouvrage dans lequel il dénonce les pratiques d'une société luxembourgeoise, Clearstream, une des principales chambres de compensation du monde par laquelle transitent des millions de titres chaque année. Par l'intermédiaire de comptes secrets, elle servirait à blanchir l'argent sale, à falsifier les comptes des entreprises, à masquer des transferts mafieux.

2002. Denis Robert remet le couvert avec *La Boîte noire*. Mais ses ouvrages, pourtant rarement contestés sur le fond, ne recueillent pas l'écho espéré. La presse reste très prudente. D'autant que Clearstream multiplie les procédures judiciaires pour diffamation. L'écrivain et journaliste parle de « *harcèlement* ».

2004. La justice enquête à Paris sur l'affaire des frégates de Taïwan Une affaire qui remonte à 1988, lorsque le groupe français Thomson CSF (devenu Thales) a approché le gouvernement français en vue de la vente à Taïwan de six frégates. Le ministre des Affaires étrangères de l'époque, Roland Dumas, met alors son veto sous la pression de la Chine qui refuse de voir son ennemi taïwanais se doter de frégates militaires. Après plusieurs mois, la Chine met ses objections en sourdine, le veto français est levé, le contrat a été signé en 1991. Or, selon les autorités taïwanaises, d'énormes pots-de-vin auraient été versés dans le cadre de la vente de ses frégates. Ils auraient été dans les poches d'hommes politiques et de militaires à Taiwan, en Chine et en France.

Une investigation est ouverte à Paris. Le juge Van Ruymbeke, aujourd'hui sous le coup d'une enquête disciplinaire, en est chargé. Il reçoit en 2004 d'un « corbeau » - sans doute Jean-Louis Gergorin, ancien diplomate et proche de Villepin - des courriers et des CD-Roms anonymes. Il y découvre des listings de comptes qui auraient été ouverts chez Clearstream. On y évoque le versement de commissions occultes à des personnalités comme Nicolas Sarkozy, Alain Madelin, Dominique Strauss-Kahn ou Jean-Pierre Chevènement.

En décembre 2005, le juge Van Ruymbeke démontre que les accusations du corbeau relèvent d'une manipulation.

En janvier 2006, Nicolas Sarkozy décide de se constituer partie civile. Deux mois plus tard, les premières perquisitions commencent pour identifier le mystérieux corbeau. Dominique de Villepin, accusé d'avoir diligenté une enquête sur Nicolas Sarkozy, est au cœur de la tourmente, soupçonné, lorsqu'il était aux Affaires étrangères, d'avoir instrumentalisé les services secrets pour déstabiliser son rival. Et, tout en se défendant d'avoir un lien quelconque avec l'affaire, le président Chirac apparaît au cœur du dossier. Les deux hommes sont clairement évoqués dans les carnets du général Rondot. Dans sa déposition, celui-ci a indiqué que Villepin a agi sur injonction de Chirac lorsqu'il a demandé en janvier 2004 à l'agent secret de mener l'enquête. Mais Rondot a rapidement eu des doutes sur les listings et la mission qu'on lui avait confiée. C'est après ses déclarations devant les juges que le scandale a éclaté. Il estime maintenant que ses écrits et ses déclarations ont été arbitrairement interprétés.

### **Une lessiveuse d'argent sale ?**

Clearstream est propriété de la Deutsche Börse (la Bourse de Francfort) est une « chambre de compensation ». Une structure censée garantir les transactions interbancaires. D'autre part, elle stocke et échange sous forme électronique des titres, actions ou obligations qui font l'objet de transferts entre différents propriétaires. Clearstream dit effectuer chaque jour 250 000 opérations pour des montants colossaux. Rien d'illégal. Mais auraient permis à des personnalités de tenir des comptes chez lui, ce qui est contraire à ses statuts. D'où les listings énumérant les noms de particuliers, et apparemment falsifiées pour alimenter les allégations du « corbeau » en France.

Selon le journaliste Denis Robert, la société alimenterait plus de cent pays dont plus d'un tiers de paradis fiscaux, jouant ainsi la « lessiveuse d'argent sale. » Pour lui, il y a là un scandale global bien plus grave que l'affaire qui déstabilise la France. C'est tous ces montages qui garantissent l'opacité des circuits financiers mondialisés. Dans une récente interview à L'Humanité, Clearstream agit comme « un poumon de la finance parallèle. ». « Les paradis fiscaux sont aussi des paradis bancaires et judiciaires. C'est le cas du Luxembourg et c'est pourquoi toute enquête s'arrête à ses portes. »

Denis Robert est victime de harcèlement judiciaire. « Ils veulent me faire plier, mais je ne céderai pas. Les comptes d'Enron sont passés par Clearstream, les banques proches du terrorisme aussi, mais on présente (la société) comme collatérale dans cette affaire...Il y a plus grave que l'affaire du corbeau. » Et Denis Robert pose cette question : "Comment imaginer que des gens intelligents comme Villepin, Rondot ou Gergorin se soient intéressés à mes listings si tout cela était du vent ? » A ce jour, Robert a gagné tous ses procès. Sur le sujet, Denis Robert a notamment écrit « Révélation\$ » et « La boîte noire », aux éditions Les Arènes. Et récemment un roman : « La domination du monde ».